

***Tripoli, Libye, □ 1<sup>er</sup> mars (Infosplusgabon) - Le président du Haut Conseil d'Etat en Libye, Abdelrahman Sweihli, s'est entretenu, mercredi soir, à Tripoli, avec le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, sur les propositions d'amendement de l'Accord politique libyen convenus entre les Comités de dialogue des deux Assemblées.***

L'entretien a porté sur l'évolution de la situation politique, les développements du plan d'action de l'ONU sur la Libye, les propositions de modification de l'Accord politique et les moyens de reprendre les négociations et le dialogue entre le Haut Conseil suprême et la Chambre des représentants (Parlement).

On rappelle que le plan de règlement de crise proposé par le Représentant du Secrétaire général de l'ONU et chef de la Mission d'Appui des Nations unies en Libye (MANUL), Ghassan Salamé, en septembre dernier, porte sur trois étapes s'étalant sur une année et comprenant la révision de l'Accord politique, la tenue d'une conférence inclusive, l'adoption d'une Constitution et l'organisation d'élections générales.

La réunion a également discuté de la situation sécuritaire dans le pays, en particulier dans la capitale, Tripoli, et le Sud, a indiqué un communiqué, qui précise que le président du Haut Conseil d'Etat a appelé à la mise en œuvre des mesures de sécurité prévues dans l'Accord politique, l'estimant comme une priorité absolue pour la mise en place de la sécurité et la stabilité, ainsi que fournir les conditions nécessaires pour que les institutions de l'Etat travaillent sans pression en s'acquittant de leurs fonctions et devoirs envers les citoyens au maximum.

M. al-Sweihli a salué la MANUL pour alléger les souffrances des déplacés Tawergha à Qararat al-Qatef, et ses efforts pour rétablir la confiance entre les parties, afin d'accélérer la mise en œuvre de la réconciliation contenue dans l'accord entre Tawergha et Misrata et de faciliter le retour des habitants de Tawergha à leurs maisons, loin du régionalisme et des règlements de comptes politiques.

Au regard de l'impasse dans laquelle se trouve l'initiative onusienne, tous les protagonistes s'orientent actuellement vers l'option des élections générales, afin de doter le pays d'une nouvelle majorité jouissant d'une légitimité des urnes comme solution pour mettre fin à la crise.

FIN/INFOSPLUSGABON/IUO/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon